



## Assurance santé et datas : l'avenir est en marche

- **Jacques des Courtils**
- 06 08 05 67 82
- **Envoyer mail**
- **Publié le 13 avril 2016**
- Mise à jour: 14 avril 2016

Si « *la femme est l'avenir de l'homme* » selon Aragon, les datas (les masses de données) sont l'avenir des assureurs santé. C'est en tous cas ce que l'on peut retenir de l'une des tables rondes du premier « *congrès de la révolution numérique* » en assurance, le Hub.Tday, de ce 12 avril (voir **Fil-Social n°19393**).

Il est vrai que ce débat avait pour titre « *Quand les datas de santé feront les nouveaux services de demain !* »

Cet intitulé même pourrait en inquiéter certains, tant l'image des assureurs (au sens large) semble dégradée aujourd'hui et tant confier des données que l'on estime, à juste titre, personnelles, voire intimes, à ces organismes peut sembler incongru et dangereux.

Cependant, selon une enquête [1] réalisée à l'occasion de congrès, « *76% des Français sont favorables à communiquer leurs données de santé à un professionnel de santé, 45% à un réseau de soins, 29% à un assureur* ».

Si le premier chiffre peut étonner par sa faiblesse (toute relative), le troisième, finalement, est assez encourageant pour la profession.

## **L'open data n'est pas pour tout de suite**

Les intervenants [2] à cette table ronde ont tous insisté fermement sur le traitement différent qui doit être réservé aux données récoltées par les assureurs (recueillies après consentement de la personne intéressée, déclarées à la Cnil et confidentielles) et les masses énormes de données (Sniiram, Système national d'information inter-régimes de l'Assurance maladie, ou PMSI, Programme de médicalisation des systèmes d'information) que gèrent les régimes obligatoires ou l'administration.

Ces big datas pourraient, une fois anonymisés, servir à tous, assureurs, mutuelles, chercheurs, voire journalistes [3], afin d'améliorer les services rendus aux personnes.

Ainsi, pour Christian Babusiaux « *il faut élargir l'accès au big data mais aussi contrôler, surveiller et éventuellement sanctionner* ».

« *Ce que la loi de modernisation du système de santé ne permet pas vraiment, ni d'ailleurs la loi sur le numérique, actuellement en parcours parlementaire* » ajoute le député Arnaud Robinet. « *Elles sont trop complexes et manquent de vision d'ensemble* ».

Pour autant Jean-François Tripodi, estime que des données en nombre sont déjà aux mains des complémentaires santé ou des plateformes. Ainsi, par exemple, Carte Blanche gère 1,8 millions de lignes concernant l'optique. Si l'on y ajoute les autres données déjà existantes, y compris celles qui arrivent ou vont arriver par les objets connectés, ce sont plusieurs dizaines de millions d'actes de santé qui peuvent être analysés.

## **Les datas, pour quoi faire ?**

Si les assureurs réclament cet accès, c'est pour avoir l'information qui permettrait de créer des produits plus proches des besoins des bénéficiaires.

Jean-François Tripodi estime que « *les datas de santé deviennent un axe principal de travail des assureurs : l'avenir de l'assurance, c'est le service, et l'avenir des services, ce sont les datas* ».

En fait, ce sont les questions d'éthique qui ont, manifestement, été souvent opposées aux assureurs de tous poils. Eric Lombard répond que la profession s'est déjà mis des gardes fous dans un domaine où, effectivement, le risque de dérapage était grand : elle a instauré un droit à l'oubli d'une maladie grave pour l'assurance emprunteur.

Il est vrai, concède-t-il que l'on pourrait avec le décryptage du génome, avec les informations sur son mode de vie (via par exemple les objets connectés) connaître le risque médical et la durée de vie probable de chacun. « *C'est tout d'abord interdit en France et ce serait la fin de l'assurance santé. L'assurance, c'est l'aléa et non la certitude* ».

Cependant, s'il refuse l'hypersegmentation, il ne se déclare pas fondamentalement opposé au fait, pour les assurés qui l'accepteraient, de moduler les primes en fonction du mode de vie ou de consommation. Il y voit là une forme d'incitation à la prévention.

Pour l'instant, le programme Vitality [4] de Generali ne fait que récompenser les assurés « *ayant des comportements sains* » avec des bons ou des réductions pour voyager, faire du sport ...

Mais, ainsi que le fait remarquer Christian Babusiaux, « *l'état de santé a des causes plurifactorielles, le mode de vie mais aussi la génétique, le hasard, ... . On peut se servir des données pour éclairer, mais la segmentation, ce n'est pas possible* ».

Il est appuyé par Arnaud Robinet qui prend l'exemple de la Nouvelle-Zélande où « *l'assurance santé prend en compte les comportements à risques. Notre modèle social est très éloigné de cette vision et favorise la solidarité et non la responsabilité individuelle* ».

## **A l'aube d'une révolution**

Pour Christian Babusiaux, « *on n'en est qu'à l'aube de la révolution des données de santé. Pour utiliser toutes les potentialités du big data, il faut un décloisonnement des structures et des métiers.* ». « *A l'aube certes, mais c'est déjà là* », conclut Jean-François Tripodi : « *Le big data, les objets connectés, tout cela transforme profondément le comportement des gens. Il faut que l'assurance ne manque pas ce train* ».

### **Au bonheur des hypocondriaques**

Notons au passage que parmi les objets de santé connectés, présentés lors de cette conférence, on trouve aussi bien une plate forme de télésurveillance , un thermomètre et une balance, une brosse à dent qui indique si toute les parties généralement oubliés sont bien nettoyées, etc. De quoi combler les hypocondriaques, nous dira un participant.

[1] Enquête nationale représentative réalisée du 7 au 18 Décembre 2015 par GNRResearch auprès de 2 215 Français de 18 ans et plus.

[2] Christian Babusiaux (ancien président de l'Institut des données de santé (et président du Fonds français alimentation et santé), Eric Lombard, (DG de Generali France), Arnaud Robinet (député Les Républicains) et Jean-François Tripodi (DG de Carte Blanche Partenaires).

[3] Pour les classements des hôpitaux par exemple.

[4] En collaboration avec l'assureur sud-africain Discovery. Il a été lancé en Allemagne. La France devrait suivre.